

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Évolution récente de la conjoncture
économique au 31 mars 2023**

Mars 2023

La conjoncture économique, à l'échelle mondiale et régionale, a été marquée par les perspectives baissières de la croissance potentielle. Cette situation est consécutive aux perturbations économiques occasionnées par les différentes crises enregistrées ces dernières années, telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. A cet effet, les autorités politiques sont appelées à prendre des réformes ambitieuses pour soutenir la croissance à long terme, notamment celles favorisant la productivité et l'offre de travail.

Au niveau domestique, dans la perspective de la grande échéance fiscale du mois d'avril, caractérisée structurellement par l'accalmie de l'inflation et de la dépréciation monétaire, le renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire permet de tempérer les pressions sur les marchés des changes et des biens et services. En effet, l'inflation a ralenti pour la deuxième semaine consécutive et la monnaie nationale a connu des très légères dépréciations sur les deux segments du marché.

1. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

L'environnement économique mondial est caractérisé par les perspectives d'un ralentissement de la croissance à long terme sur fond des conséquences de récentes crises, particulièrement celles liées à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. D'après la Banque mondiale, la croissance potentielle du PIB mondiale devrait baisser de près d'un tiers, en moyenne, entre 2022 et 2030 par rapport au taux qui prévalait au cours de la première décennie du siècle, pour s'établir à 2,2 % par an. Dans les économies en développement la baisse sera marquée, passant de 6 % à 4 %.

En effet, dans son rapport intitulé « *Falling Long-Term Growth Prospects : Trend, expectations, and policies* », la Banque mondiale fait état du recul des progrès obtenus ces dernières années, en raison des perturbations économiques telles que les récessions et les crises bancaires systémiques. Cette situation est de nature à faire baisser la croissance potentielle à moyen terme. Dans ce contexte, elle préconise des mesures spécifiques à prendre par les pays, utiles pour soutenir la croissance à long terme. Il s'agit notamment de (i) l'harmonisation des cadres monétaires, budgétaires et financiers, (ii) l'intensification des investissements, (iii) la réduction des coûts des échanges commerciaux et (iv) d'accroître la participation au marché du travail.

S'agissant particulièrement de l'harmonisation des cadres macroéconomiques, les décideurs exhortent à la mise en place des cadres solides, lesquels devraient atténuer les fluctuations des cycles économiques. Ces cadres devraient définir les priorités liées à la maîtrise de l'inflation, la stabilité du secteur financier, la réduction de la dette et au rétablissement de la prudence budgétaire. En outre, le rapport souligne la nécessité de renforcer la coopération internationale.

Par ailleurs, la conjoncture économique dans les grandes économies avancées a été marquée par le ralentissement de l'inflation dans la zone euro au mois de mars 2023 à la faveur de la baisse des prix de l'énergie. Les premières estimations de l'Office européen des statistiques (Eurostat) renseignent une inflation de 6,9 % en mars 2023 contre 8,5 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation reste supérieur à l'objectif à long terme de 2% fixé par la BCE, sur fond de la persistance des prix élevés des produits alimentaires, situation qui pèse sur la consommation des ménages.

Pour ce qui est de l'inflation sous-jacente, elle a atteint 5,7 % attestant que les pressions inflationnistes persistent, en raison notamment de l'effet conjugué de l'augmentation de la croissance des salaires nominaux et des marges bénéficiaires des entreprises. Cette situation amène les marchés à anticiper les nouvelles hausses des taux d'intérêt directeurs par la BCE.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a décidé de relever, pour la neuvième fois consécutive, ses taux d'intérêt directeurs d'un quart de point, en dépit de la crise financière qui affecte certaines banques régionales. En effet, les taux directeurs se situent désormais dans la fourchette de 4,75 % et 5,00 %, soit à leur plus haut niveau depuis 2007.

Cette décision tient principalement de la persistance de niveau d'inflation élevé aux Etats-Unis, bien qu'en ralentissement depuis juillet 2022. En février dernier, l'inflation aux Etats-Unis s'est établie à 6,0 % contre 6,4 % le mois précédent.

2. ANALYSE DU CONTEXTE INTÉRIEUR

Au cours de la semaine sous analyse, l'évolution de principaux indicateurs de la conjoncture atteste la poursuite d'une relative stabilité, sur fond de la mise en œuvre des politiques conjoncturelles prudentes.

Sur le marché des biens et services, l'inflation a ralenti pour la deuxième semaine consécutive, se situant à 0,242 % à la dernière semaine du mois de mars 2023 contre 0,302 % la semaine précédente. En rythme mensuel, la tendance est également baissière, attestée par un taux d'inflation de 1,475 % contre 1,590 % et 2,544 %, respectivement en février et janvier 2023.

Pour ce qui est du marché des changes, le taux de change officiel s'est globalement maintenu à son niveau de la semaine passée à 2.036,7 CDF, alors que sur le segment parallèle, la monnaie nationale s'est légèrement dépréciée de 0,3% situant le cours à 2.321,6 CDF le dollar américain. Les réserves se sont établies à 4,03 milliards de USD au 30 mars 2023, représentant une couverture d'importations de 2,18 mois. Par ailleurs, les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires (céréales) se sont inscrits en hausse au cours de la semaine sous examen, sur fond des perspectives d'une baisse possible de l'offre russe.

Au plan des finances publiques, la balance des opérations financières de l'Etat a affiché, au 31 mars 2023, un déficit mensuel provisoire de 208,3 milliards de CDF contre celui programmé de 837,9 milliards pour le mois. En cumul annuel, au premier trimestre de l'année 2023, l'Etat est déficitaire de 783,9 milliards de CDF.

S'agissant du secteur monétaire, il convient de rappeler que la Banque Centrale du Congo à travers son Comité de Politique Monétaire a décidé de procéder au relèvement de 75 points de base de son taux directeur en date du 22 mars 2023. Ce dernier passe de 8,25 % à 9,00 % l'an.

2.1. Secteur réel

L'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance, en dépit d'un environnement international difficile. D'après les dernières estimations, la croissance devrait se consolider en 2022, reflétée par la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme.

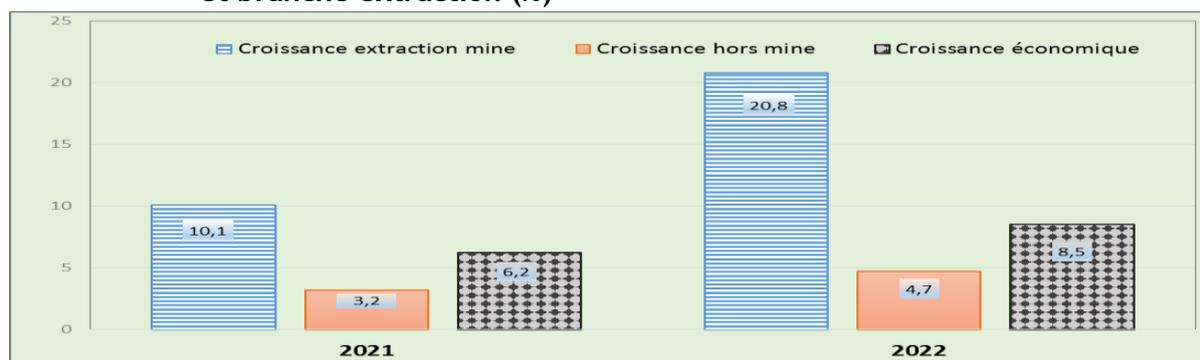
Par ailleurs, en dépit du ralentissement observé ces deux dernières semaines, le marché des biens et services reste en proie aux inquiétudes liées à l'évolution du taux de change.

2.1.1. Croissance

D'après les estimations faites dans le cadre du programme avec le FMI, la croissance du PIB réel s'établirait à 8,5 % en 2022, soit une révision à la hausse de 1,9 point par rapport à l'estimation précédente. Cette consolidation de l'activité économique tient principalement de l'accroissement de la production minière, dans un contexte marqué par la bonne tenue des cours mondiaux des produits d'exportation (cuivre et cobalt).

La croissance du PIB du secteur extractif serait de 20,8 % en 2022 contre 10,1 % en 2021.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et branche extraction (%)



Source : Cadragé FMI.

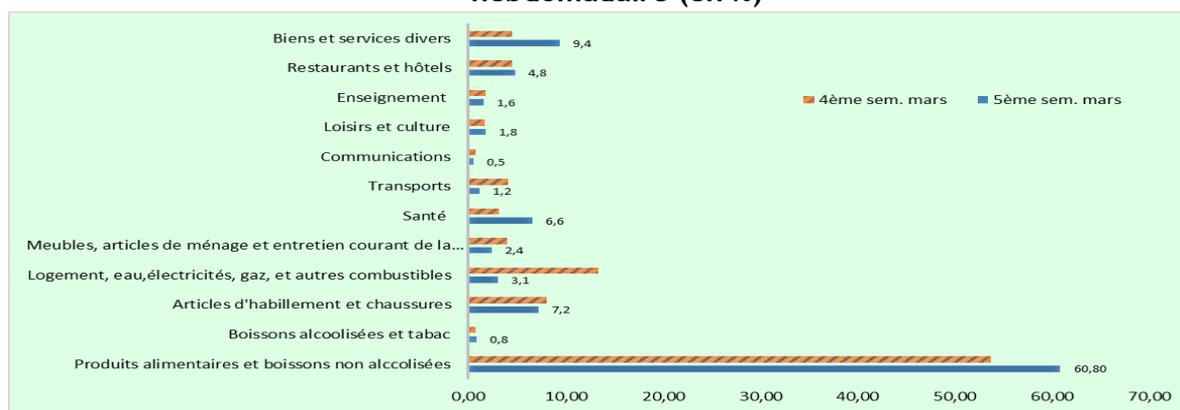
❖ Approche par les valeurs ajoutées

Selon l'approche par la production, la croissance du PIB réel a été soutenue principalement par les activités du secteur primaire dont la valeur ajoutée s'est accrue de 14,8 % contre 7,5 % en 2021, en liaison avec l'activité minière. En effet, le dynamisme de la branche « Extraction » est attesté par sa contribution à la croissance qui s'est considérablement améliorée à 6,8 points venant de 3,4 points en 2021, suite à l'accroissement de la capacité de production et la reprise des activités de certaines entreprises du secteur.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est ralenti pour s'établir à 3,2 % contre 5,6 % l'année passée, attestée par une contribution à la croissance de 1,2 point venant de 2,1 points en 2021. Les activités de ce secteur sont essentiellement soutenues par la branche « Transport et Télécommunication », porté par son segment télécommunication ainsi que du « Commerce », avec des contributions à la croissance respective de l'ordre de 0,6 point et 0,4 point.

La progression de la valeur ajoutée du secteur secondaire est passée de 3,2 % en 2021 à 2,8 % en 2022, induisant une contribution à la formation des richesses de 0,4 point de croissance contre 0,5 point. Cette évolution est consécutive au rythme d'activité au niveau des branches « Industries manufacturières » et « Bâtiments et Travaux publics », dont les contributions à la croissance sont de 0,2 point chacune. Quant à la branche « Electricité, gaz, vapeur et eau », elle a enregistré une contribution quasi nulle.

Graphique 4. Contributions des fonctions de consommation à l'inflation hebdomadaire (en %)



Source : BCC sur base des données de l'INS.

2.2. Secteur des finances publiques

Au 31 mars 2023, la balance des opérations financières de l'Etat affiche un déficit mensuel de 208,3 milliards de CDF contre celui programmé de 837,9 milliards dans le plan de trésorerie prévisionnel pour le mois. Ce déficit a été financé par une partie des marges de trésorerie, dans un contexte d'émission nette négative des valeurs du Trésor.

Concernant les recettes, sur un montant attendu de 1.426,5 milliards de CDF, les régies financières ont mobilisé 1.151,0 milliards, dégageant un taux de mobilisation de 80,7%. L'analyse par poste révèle que les recettes tirées des impôts directs et indirects, encadrées par la DGI, ont atteint 513,9 milliards de CDF contre des prévisions de 486,7 milliards. Les recettes collectées par la DGDA et la DGRAD se sont chiffrées, respectivement à 366,0 milliards de CDF et 265,0 milliards de CDF.

S'agissant des dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 1.359,3 milliards de CDF contre une programmation mensuelle de 2.264,3 milliards. Ce résultat est consécutif aux efforts de rationalisation des dépenses, dans un contexte de faible mobilisation des ressources domestiques par rapport à la moyenne prévue dans la loi de finances 2023.

A la période sous examen, les dépenses courantes se sont chiffrées à 1.058,5 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 97,8 %. Par contre, les dépenses en capital ont été exécutées à 6,5 % de leurs prévisions mensuelles, atteignant 32,1 milliards de CDF.

En cumul annuel, au premier trimestre de l'année 2023, les statistiques provisoires renseignent une situation financière de l'Etat déficitaire de 783,9 milliards contre un déficit de 724,6 milliards réalisé à la période correspondante de 2022. Cette situation découle d'un niveau des recettes de 3.291,8 milliards et celui des dépenses de 4.075,7 milliards.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Le calendrier d'émission des titres publics avait prévu, pour le mois de mars 2023, des adjudications d'un montant de 140,0 milliards de CDF.

Concernant les adjudications organisées, les résultats se présentent de la manière suivante :

- Au 07 mars : sur un montant attendu de 100,0 milliards de CDF au titre d'obligations indexées pour une maturité de 2 ans, le total des soumissions des banques a été de 35,0 milliards contre un montant retenu de 15,0 milliards de CDF au taux de 10,0 %. Le taux de couverture a été de 35,0 % ;
- Au 21 mars : sur un montant attendu de 60,0 milliards de CDF au titre de Bons du Trésor indexés, le Trésor a levé la totalité des soumissions des banques, soit 72,0 milliards de CDF au taux moyen pondéré de 9,201 %. Le taux de couverture a été de 120,0 %.

Concernant les remboursements effectués au cours du mois de mars 2023, le Trésor a décaissé globalement un montant de 118,0 milliards de CDF, dont 40,4 milliards de CDF des Bons du Trésor et 77,6 milliards de CDF d'Obligations du Trésor échus.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous examen, le marché des changes a été caractérisé par une légère dépréciation de la monnaie nationale sur le marché parallèle, alors qu'à l'indicatif, le taux de change s'est globalement maintenu à son niveau de la semaine précédente. Les réserves se sont établies à 4,1 milliards de USD au 30 mars 2023, représentant une couverture d'importations de 2,2 mois. Par ailleurs, les cours mondiaux des principaux produits de base intéressant l'économie congolaise ont évolué d'une manière distincte.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 31 mars 2023, le taux de change officiel s'est globalement maintenu à son niveau de la semaine passée à 2.036,7 CDF, alors que sur le segment parallèle, la monnaie nationale s'est légèrement dépréciée de 0,3 %, d'une semaine à l'autre, situant le cours à 2.321,6 CDF le dollar américain.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.265,23 CDF le dollar américain, enregistrant une dépréciation hebdomadaire de 0,43 %.

Au 27 mars 2023, le budget en devises s'est soldé par un déficit de 162,22 millions de USD, découlant des recettes de 63,37 millions de USD et des dépenses de 225,59 millions.

Les réserves se sont établies à 4,03 milliards de USD au 30 mars 2023, représentant une couverture d'importations de 2,18 mois.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 30 mars 2023, le prix du baril de pétrole s'est fixé à 78,38 USD, en hausse de 3,29 % d'une semaine à l'autre. Cette évolution est expliquée notamment par des signes d'une augmentation de la demande en provenance des Etats-Unis, le blocage de l'approvisionnement depuis le nord de l'Irak, ainsi que par une possible baisse de l'offre russe.

Le prix de la tonne de cuivre a baissé de 1,11 %, en rythme hebdomadaire, après une progression de 5,06 % la semaine précédente, se fixant à 8.963,00 USD sur fond des anticipations d'une politique plus rigoureuse de la part de la Réserve fédérale américaine.

Le prix du cobalt s'est maintenu à son niveau enregistré depuis le 1er mars 2023, soit 34.172,19 USD la tonne. L'once d'or s'est négociée à 1.960,78 dollars, soit une légère baisse hebdomadaire de 0,78 %.

Les prix du riz, du blé et du maïs se sont établis, respectivement à 389,91 USD, 252,06 USD et 238,27 USD la tonne, affichant des hausses respectives de 0,70 %, 3,11 % et 2,40 %, dans un contexte de fortes incertitudes concernant les exportations russes.

2.3.3. Balance commerciale

A fin février 2023, le volume des échanges des biens entre la RDC et le reste du monde a progressé de 1,65 %. En effet, la balance de ces échanges affiche un excédent de 2.533,37 millions de USD contre celui de 1.479,81 million enregistré à la période correspondante de 2022. Rapproché au PIB, cet excédent représente 3,35 % contre 2,33 % l'année précédente. Cette évolution résulte de la bonne tenue des cours mondiaux des produits d'exportations, à savoir le cuivre, le cobalt et l'or.

2.4. Secteur Monétaire

La Banque Centrale du Congo à travers son Comité de Politique Monétaire a décidé de procéder au relèvement de 75 points de base de son taux directeur en date du 22 mars 2023. Ce dernier passe de 8,25 % à 9,00 % l'an. Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à subir des modifications.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 30 mars 2023, la monnaie centrale a enregistré une faible hausse hebdomadaire de 23,3 milliards de CDF, pour se situer à 7.324,9 milliards de CDF. Cette augmentation résulte de la hausse enregistrée par les actifs intérieurs nets à hauteur de 417,2 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont baissé de 413,9 milliards de CDF.

S'agissant des composantes, la hausse de la base monétaire découle de l'augmentation de la circulation fiduciaire à hauteur de 57,1 milliards de CDF, contrebalancée par une baisse des engagements envers les autres institutions de dépôts de 33,8 milliards de CDF.

Par contre, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une légère hausse hebdomadaire de 57,1 milliards de CDF pour s'établir à 26.770,3 milliards. Cet accroissement de l'offre de monnaie est localisé au niveau des actifs intérieurs nets à hauteur de 451,0 milliards de CDF tandis que les actifs extérieurs nets ont baissé de 413,9 milliards de CDF.

Pour ce qui est des composantes, la progression des passifs monétaires au sens large est attribuable à la hausse des numéraires hors institutions des dépôts à hauteur de 57,1 milliards de CDF.

2.4.2. Marché monétaire

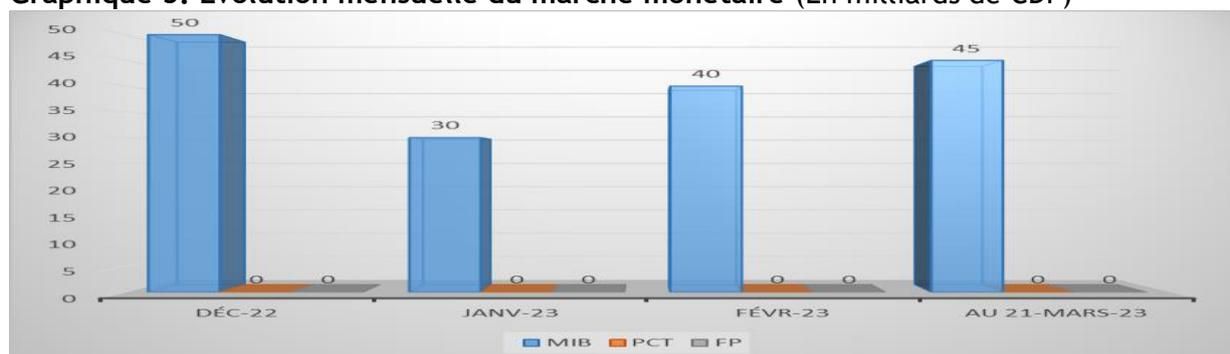
Le marché en banque n'a enregistré aucune opération depuis le début de l'année 2023. Cette situation est expliquée par la surliquidité en monnaie nationale observée dans les banques commerciales.

A ce sujet, la dernière opération enregistrée sur le guichet des prêts à court terme date du 19 octobre 2022. Durant l'année écoulée, les volumes des opérations enregistrées sur ce marché et celui des facilités permanentes se sont respectivement situés à 4.015,5 milliards de CDF et à 687,5 milliards.

Pour ce qui est du marché interbancaire, il a enregistré un volume mensuel d'opération de 45,0 milliards de CDF, situant le volume annuel à 95,0 milliards de CDF. Pour rappel, en 2022, le volume des transactions s'était situé à 1.306,0 milliards de CDF.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent à 8,0 %, 9,0 % et 10,0 %, respectivement sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 5. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

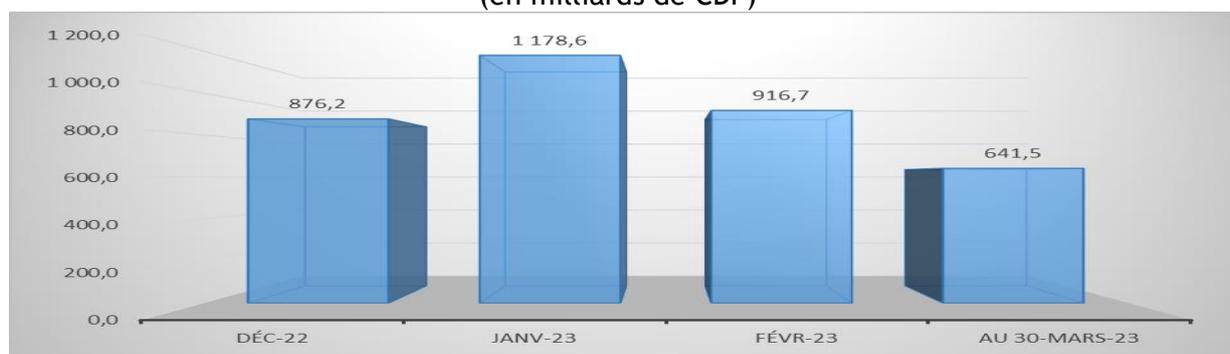
2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 30 mars 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une baisse hebdomadaire de 33,7 milliards de CDF, pour se situer à 3.017,1 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.375,6 milliards, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales positive de 641,5 milliards de CDF contre un niveau de 675,2 milliards une semaine auparavant. Ce niveau élevé de la position nette risque d'entraîner une résurgence des pressions observées sur le marché des changes parallèle.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 368,8 milliards de CDF.

Graphique 6. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin février 2023, les dépôts de la clientèle ont connu une hausse mensuelle de 2,6 %, pour s'établir à 11.690,4 millions de USD. La structure de dépôts reste dominée par les dépôts des entreprises privées qui représentent 33,4 % du total, suivis de ceux des ménages et des entreprises publiques qui atteignent respectivement 31,1 % et 12,6 %.

De même, les crédits bruts ont enregistré une croissance mensuelle de 2,8 %, s'établissant à 5.102,37 millions de USD contre un niveau de 4.961,65 millions à fin janvier 2023. Cet accroissement résulte principalement dans les crédits octroyés aux entreprises privées, publics ainsi qu'aux ménages. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises.

2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

Au 30 mars 2023, l'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 348,7 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation fiduciaire de 393,0 milliards et des destructions de 44,3 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 1.252,2 milliards dont 65,9 % en provinces.

2.5. Etats des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

En 2023, la Banque Centrale du Congo à travers son Comité de Politique Monétaire a décidé de procéder au relèvement du taux directeur de 75 points de base, le faisant passer de 8,25 à 9,0 % en date du 22 mars 2023. Cette hausse vise à éviter l'ancrage des anticipations inflationnistes dans les chefs des agents économiques.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

Les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Pour rappel, il importe de préciser que l'année 2022 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réforme portant sur la levée de la réserve obligatoire en monnaie des dépôts. Cette dernière devrait favoriser le financement de l'économie en monnaie nationale et poser les jalons de la dédollarisation.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

La Banque Centrale du Congo a procédé à un nouvel élargissement des fourchettes d'appels d'offres de ses titres afin d'éponger la surliquidité bancaire susmentionnée. Lors de la séance d'adjudication du 29 mars 2023, il a été proposé de porter les adjudications des Bons BCC à 320,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 150,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 140,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours à 30,0 milliards de CDF.

Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 29 mars 2023

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	150,00	105,00	105,00
Bon BCC à 28 jours	140,00	30,00	30,00
Bon BCC à 84 jours	30,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Par rapport aux résultats, il sied de noter que la BCC a retenu 105,0 milliards de CDF pour le Bon à 7 jours et 30,0 milliards pour celui à 28 jours. Les taux moyens pondérés des titres à 7 et 28 jours se sont situés à 9,0 % correspondant au niveau du taux directeur de la Banque Centrale du Congo.

Graphique 7. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 322,0 milliards de CDF à 280,0 milliards, soit une injection hebdomadaire de 42,0 milliards. En cumul annuel, au 29 mars 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 5.200,73 millions de CDF.

ANNEXES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2022	Décembre						335,973	1,416%	
	I	332,06	0,236%	11,816%	335,168	12,862%			12,688%
	II	332,83	0,230%	12,074%	335,158	12,858%			12,794%
	III	333,84	0,306%	12,416%	335,411	12,944%			12,988%
	IV	334,89	0,312%	12,767%	335,676	13,033%			13,103%
	V	335,97	0,324%	13,133%	335,973	13,133%			13,133%
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%

**Tableau 2. Estimation de croissance du PIB réel
(Approche par la production)**

BRANCHES D'ACTIVITES	Fin decembre 2020			Fin decembre 2021			Fin decembre 2022		
	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	7,1	178,1	3,1	7,5	54,9	3,4	14,8	80,0	6,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et p	2,5	22,5	0,4	2,4	5,9	0,4	2,4	4,2	0,4
Agriculture	3,1	26,1	0,5	2,8	6,8	0,4	2,4	4,0	0,3
Vivrière	3,1	25,5	0,4	3,1	7,2	0,4	2,6	4,3	0,4
Rente	3,8	0,5	0,0	-10,2	-0,4	0,0	-9,7	-0,2	0,0
Sylviculture	-9,2	-3,6	-0,1	-9,9	-0,9	-0,1	2,7	0,2	0,0
Élevage, pêche et chasse	3,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0
Extraction	9,7	155,5	2,7	10,1	49,0	3,0	20,8	75,8	6,5
Extraction des hydrocarbures	-7,9	0,0	0,0	1,8	0,1	0,0	6,3	0,1	0,0
Extraction des minéraux, pierres et a	9,7	155,5	2,7	10,2	49,0	3,0	20,9	75,6	6,5
Secteur secondaire	-4,9	-47,4	-0,8	3,2	8,1	0,5	2,8	4,9	0,4
Industries manufacturières	-7,2	-47,6	-0,8	4,1	6,9	0,4	2,4	2,9	0,2
Industries alimentaires,boissons et ta	-6,6	-36,3	-0,6	4,6	6,5	0,4	2,5	2,5	0,2
Autres industries manufacturières	-10,1	-11,2	-0,2	1,4	0,4	0,0	2,2	0,4	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,5	0,6	0,0	3,9	0,4	0,0	3,3	0,2	0,0
Bâtiment et travaux publics	-0,1	-0,4	0,0	1,1	0,8	0,1	3,5	1,8	0,2
Secteur tertiaire	0,2	4,6	0,1	5,6	34,1	2,1	3,2	14,1	1,2
Transports et Télécommunication	10,0	67,0	1,2	9,8	19,7	1,2	4,5	6,9	0,6
Transports	-3,5	-14,1	-0,2	4,1	4,4	0,3	2,7	2,0	0,2
Télécommunication	30,8	81,1	1,4	16,2	15,4	1,0	6,5	4,9	0,4
Commerce	-3,3	-27,5	-0,5	3,9	8,7	0,5	2,7	4,3	0,4
Autres services marchands	-4,5	-24,7	-0,4	3,4	4,9	0,3	2,6	2,6	0,2
Banques et assurances	-3,9	-3,5	-0,1	3,2	0,8	0,0	5,9	1,0	0,1
Autres services	-4,7	-21,1	-0,4	3,5	4,1	0,3	1,9	1,6	0,1
Services d'administration publique	-5,9	-11,9	-0,2	2,0	1,1	0,1	2,0	0,7	0,1
Éducation	-5,0	-0,3	0,0	2,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
Santé	8,0	0,1	0,0	4,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
Autres services non marchands	-6,0	-11,7	-0,2	2,0	1,0	0,1	2,0	0,7	0,1
SIFIM	-3,9	1,7	0,0	3,2	-0,4	0,0	5,9	-0,5	0,0
PIB au prix de base	2,4	135,3	2,3	6,1	97,1	6,0	8,6	99,0	8,5
Taxes sur les produits	-37,0	-35,3	-0,6	17,3	2,9	0,2	7,7	1,0	0,1
PIB aux prix constants	1,7	100,0	1,7	6,2	100,0	6,2	8,5	100,0	8,5
PIB hors mines	-1,3	-55,5	-1,0	4,5	51,0	3,2	3,0	24,2	2,1

Tableau 3. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2022												2023	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
Solde global	27,8	28,3	27,5	27,2	27,0	25,4	26,0	27,2	28,0	28,8	28,9	29,7	31,2	31,5
Industries manufacturières	10,4	10,1	4,8	4,1	3,8	4,1	6,4	8,0	9,6	9,0	8,8	9,3	8,7	7,4
Electricité et Eau	14,4	21,7	14,0	18,9	19,5	22,5	20,4	22,4	22,7	25,1	23,5	23,7	22,9	25,7
Industries extractives	31,9	33,3	31,3	30,7	30,6	28,8	29,3	30,4	32,7	34,0	35,4	35,8	36,6	36,7
Construction	15,2	16,5	8,7	5,0	11,7	15,4	19,3	22,5	24,9	25,7	26,5	24,2	21,7	19,2
Services	13,6	17,5	12,8	12,7	11,2	11,8	13,8	10,5	12,3	10,7	10,0	11,2	11,6	14,2

Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat en février 2023 et 2022
(En milliards de CDF)

RUBRIQUES	MOIS DE MARS 2022			MOIS DE MARS 2023			Variation
	Program.	Réalisation	Tx exéc. en %	Program.	Réal.	Exéc. en %	2023/2022
Douanes et accises (DGDA)	368,0	299,5	81,4	401,4	366,0	91,2	22,2
Impôts directs et indirects (DGI)	382,2	785,3	205,4	486,7	513,9	105,6	-34,6
Recettes non fiscales (DGRAD)	331,7	335,8	101,2	442,8	265,0	59,8	-21,1
Pétroliers Producteurs	7,9	12,9	161,9	21,5	0,0	0,0	-100,0
Dons et autres recettes		4,1	0,0	-	6,1	0,0	51,7
Total revenus et dons	1089,9	1437,5	131,9	1426,5	1151,0	80,7	-19,9
Dépenses courantes	904,7	1230,3	136,0	1082,4	1058,5	97,8	-14,0
Salaires	492,1	478,8	97,3	564,0	630,4	111,8	31,7
Intérêt sur la dette	13,1	13,3	101,2	30,1	13,6	45,2	2,7
dont dette extérieure	5,1	5,3	103,1	3,8	5,9	153,8	12,4
Frais de fonct. Inst. et Min.	172,5	327,4	189,8	270,6	268,9	99,4	-17,9
Institutions Politiques	82,8	156,2	188,7	89,5	94,8	106,0	-39,3
Ministères	89,8	171,2	190,8	181,0	174,1	96,2	1,7
Dépenses en capital	666,6	619,9	93,0	496,3	32,1	6,5	-94,8
Amortissement de la dette	72,6	82,8	114,1	120,9	77,8	0,0	-6,1
Autres dépenses	81,5	79,8	97,9	564,7	191,0	33,8	139,2
dont élections				-	-		
Total dépenses (+amort. dette)	1725,4	2012,9	116,7	2264,3	1359,3	60,0	-32,5
Solde de trésorerie	-635,5	-575,3	90,5	- 837,8	-208,3	24,9	-63,8

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DTO).

Tableau 5. Cours des produits miniers et énergétiques

	31-déc.-21	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	23-mars-23	30-mars-23	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	78,36	86,00	82,84	84,10	75,88	78,38	
variation (en %)							3,29
Cuivre LME \$/tm	9 710,00	8 379,00	9 087,00	8 843,35	9 064,00	8 963,00	
variation (en %)							-1,11
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	66 556,29	56 026,49	51 434,88	51 434,88	34 172,19	34 172,19	
variation (en %)							0,00
Or New York \$/o.t.	1 818,18	1 824,82	1 926,78	1 831,50	1 976,28	1 960,78	
variation (en %)							-0,78

Source : les échos.

Tableau 6. Cours des produits agricoles

	31-déc.-21	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	23-mars-23	30-mars-23	Var hebdo en %
Riz Chicago \$/tonne	322,96	405,96	393,93	382,34	387,20	389,91	
variation (en %)							0,70
Blé Chicago \$/tonne	283,36	290,81	279,04	259,41	244,45	252,06	
variation (en %)							3,11
Maïs Chicago \$/tonne	218,11	249,45	250,37	236,07	232,68	238,27	
variation (en %)							2,40

Source : les échos.

Tableau 7. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023 (en millions de USD)

Mois	Février		
	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽²⁾	Variation (%)
Exportations	4 758,75	5 351,64	12,46
Importations	3 278,94	2 818,27	-14,05
Solde global	1 479,81	2 533,37	71,20

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières et autres.

2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

2023 : Situation accélérée tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la Douane.

Tableau 5. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			en %	en CDF
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
24-mars-23	2 036,95	2 307,50	2 321,25	2 314,38	-0,98	-7,84	-7,38	-7,61	13,62	277,43
27-mars-23	2 036,25	2 307,50	2 325,75	2 316,63	-0,95	-7,84	-7,56	-7,70	13,77	280,37
28-mars-23	2 036,53	2 310,00	2 323,76	2 316,88	-0,96	-7,94	-7,48	-7,71	13,77	280,35
29-mars-23	2 036,49	2 310,00	2 327,50	2 318,75	-0,96	-7,94	-7,63	-7,78	13,86	282,26
30-mars-23	2 036,32	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,95	-8,04	-7,76	-7,89	14,01	285,30
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
Variation hebdomadaire au 31 mars 2023					0,01	-0,22	-0,41	-0,31		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Evolution taux de change en provinces

	LUBUMBASHI	MATADI	BOMA	KANANGA	MBUJI-MAYI	MBANDAKA	KISANGANI	BUKAVU	GOMA	BANDUNDU	KINDU	MOYENNE
30 décembre 2022	2 050,00	2 096,67	.	2 072,50	2 081,50	2 033,00	2 075,00	2 071,91	2 060,00	2 080,00	2 092,50	2 071,31
27 janvier 2023	2 150,00	2 178,33	.	2 165,00	2 210,79	2 100,00	2 125,00	2 144,00	2 175,00	2 157,50	2 250,00	2 165,56
24 février 2023	2 175,00	2 216,67	.	2 180,00	2 234,29	2 240,00	2 175,00	2 196,77	2 150,00	2 250,00	2 200,00	2 201,77
3 mars 2023	2 175,00	2 226,67	.	2 195,00	2 234,29	2 240,00	2 187,50	2 200,00	2 150,00	2 260,00	2 235,00	2 210,35
10 mars 2023	2 175,00	2 258,33	2 247,50	2 195,00	2 234,29	2 240,00	2 225,00	2 243,83	2 175,00	2 260,00	2 235,00	2 224,14
17 mars 2023	2 195,00	2 289,17	2 266,25	2 197,50	2 255,00	2 275,00	2 225,00	2 260,21	2 250,00	2 250,00	2 275,00	2 247,19
24 mars 2023	2 275,00	2 285,00	2 267,50	2 225,00	2 260,00	2 275,00	2 225,00	2 266,67	2 215,00	2 250,00	2 275,00	2 255,38
31 mars 2023	2 260,00	2 291,67	2 289,17	2 225,00	2 284,40	2 275,00	2 225,00	2 262,29	2 215,00	2 290,00	2 300,00	2 265,23
variation hebdo au 31 mars 2023	0,66	-0,29	-0,95	0,00	-1,07	0,00	0,00	-0,25	0,00	-1,75	-1,09	-0,43

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Évolution de l'offre de monnaie

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.hebdo (En milliards de CDF) Var.hebdo (En %)		
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Accélérée	au 23	au 30 Accélérée		
SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG							
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 725 117	16 279 649	16 140 861	15 995 991	15 582 025	-413 966	-2,588
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 087 968	9 374 626	10 481 590	10 737 214	11 188 228	451 013	4,200
CRÉANCES INTÉRIEURES	13 977 152	13 648 172	14 441 505	14 531 311	14 543 745	12 434	0,086
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 475 175	1 738 594	2 076 872	2 166 677	2 179 111	12 434	0,574
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 421 229	4 541 407	4 614 567	4 614 567	4 614 567	0	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 946 054	-2 802 813	-2 537 696	-2 447 890	-2 435 456	12 434	-0,508
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	12 501 977	11 909 578	12 364 634	12 364 634	12 364 634	0	0,000
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 344	199 956	199 956	199 956	0	0,000
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 145	1 018 966	1 053 174	1 053 174	1 053 174	0	0,000
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 294 091	10 678 268	11 111 503	11 111 503	11 111 503	0	0,000
AUTRES POSTES (NET)	-3 889 185	-4 273 546	-3 959 916	-3 794 097	-3 355 517	438 579	-11,560
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	25 813 085	25 654 275	26 622 450	26 713 182	26 770 253	57 071	0,214
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 542 355	3 190 745	3 348 410	3 439 143	3 496 214	57 071	1,659
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	14 894 471	14 841 587	15 601 916	15 601 915	15 601 915	0	0,000
AUTRES DÉPÔTS	7 376 258	7 621 943	7 672 124	7 672 124	7 672 124	0	0,000
TITRES AUTRES QU'ACTION	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 11. Évolution de la base monétaire

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.hebdo (En milliards de CDF) Var.hebdo (En %)		
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Accélérée	au 23	au 30 Accélérée		
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG							
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 511 938	4 560 205	4 232 097	4 087 227	3 673 261	-413 966	-10,128
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 943 221	2 993 097	3 218 940	3 234 435	3 651 678	417 243	12,900
CRÉANCES INTÉRIEURES	3 733 916	4 098 047	4 087 598	4 177 404	4 189 838	12 434	0,298
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 797 725	2 911 311	2 900 862	2 990 668	3 003 102	12 434	0,416
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 439	4 058 705	4 058 705	4 058 705	4 058 705	0	0,000
<i>Dont Titres en MN</i>	2 270 117	2 309 367	2 309 367	2 309 367	2 309 367	0	0,000
<i>Avances et autres comptes suspens Trésor</i>	1 738 322	1 749 339	1 749 339	1 749 339	1 749 339	0	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 210 714	-1 147 394	-1 157 843	-1 068 038	-1 055 603	12 434	-1,164
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	832 357	1 092 156	1 092 156	1 092 156	1 092 156	0	0,000
<i>Dont Comptes RME</i>	721 831	987 697	623 979	440 644	388 146	-52 498	-11,914
<i>RME en millions d'USD</i>	358	486	306	0	191	191	0,000
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	0	0	0	651 512	0	-651 512	-100,000
<i>Autres</i>	110 526	104 459	468 176	704 010	704 010	704 010	0,000
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	103 834	94 580	94 580	94 580	94 580	0	0,000
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	103 833	94 580	94 580	94 580	94 580	0	0,000
AUTRES POSTES NETS	-790 695	-1 104 951	-868 659	-942 968	-538 159	404 809	-42,929
<i>Dont Bon BCC</i>	208 000	170 000	315 000	322 000	280 000	-42 000	-13,043
BASE MONÉTAIRE	7 455 160	7 553 301	7 451 036	7 301 639	7 324 939	23 300	0,319
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 796 882	3 605 118	3 762 717	3 853 449	3 910 520	57 071	1,481
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	3 542 355	3 190 745	3 348 410	3 439 143	3 496 214	57 071	1,659
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	254 527	414 373	414 306	414 306	414 306	0	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 651	3 914 938	3 655 074	3 414 944	3 381 174	-33 770	-0,985
<i>Dont</i>							
<i>Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale</i>	3 251 839	3 554 154	3 292 303	3 050 810	3 017 144	-33 666	-1,104
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	2 375 596	2 375 596	2 375 597	2 375 597	2 375 597	0	0,000
<i>Avoirs excédentaires des banques commerciales</i>	876 242	1 178 558	916 705	675 212	641 547	-33 666	-4,985
<i>** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>	378 622	354 648	390 324	404 819	368 849	-35 969	-8,915
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>	188	174	192	181	181	181	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	33 246	33 246	33 246	33 246	0	0,000

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 12. Autres institutions de dépôts

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.hebdo (En milliards de CDF)	Var.hebd o (En %)
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Accélérée	au 23 au 30 Accélérée		
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS, SAID_2S						0 ^r
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	11 213 179	11 719 444	11 908 764	11 908 764	-11 908 764	-100,000
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	11 389 045	11 303 836	11 714 348	11 714 348	-543 350 ^r	-4,364 ^r
						#DIV/0!
CRÉANCES INTÉRIEURES	15 310 093	15 425 116	15 973 213	15 973 213	-15 973 213	-100,000
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	4 782 835	4 527 150	4 527 150	11 446 063	252,832
NUMÉRAIRE	254 527	414 373	414 306	414 306	4 112 844	992,706
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 935 624	3 611 515	3 611 515	-3 197 209	-88,528
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	432 838	501 329	501 329	3 110 186	620,388
						501 329 ^r
						823 991
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-1 172 717	-823 991	-823 991	-1 379 853	-248,237
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	482 702	555 862	555 862	1 935 715	-140,284
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 655 419	-1 379 853	-1 379 853	-1 379 853	-100,000
						-12 270 054
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	11 814 997	12 270 054	12 270 054	12 270 054	-100,000
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	-199 956	-100,000
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 344	199 956	1 053 174	199 956	-853 217
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 018 965	1 053 174	11 016 923	1 053 174	-9 963 750
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	10 583 688	11 016 923	11 016 923	11 016 923	-100,000
						-4 258 864
AUTRES POSTES (NET)	-3 921 048	-4 121 280	-4 258 864	-1 176 402	-4 258 864	-3 082 462
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-958 563	-1 127 541	-1 176 402	-3 064 856	-1 176 402	1 888 454
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-2 976 165	-3 064 856	0	-3 064 856	-3 064 856
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0 ^r
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	-17 606	0	17 606
CRÉDITS	-7 706	-17 573	-17 606	-17 606	-17 606	-100,000
						-367 123
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	553 280	367 123	367 123	367 123	-100,000
						-15 510 964
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	14 872 429	14 750 636	15 510 964	15 510 964	15 510 964	-100,000
						-7 665 508
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	7 615 328	7 665 508	7 665 508	7 665 508	-100,000
						0 ^r
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	0	0	0	0	0	0 ^r
						79 517
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	104 037	79 517	79 517	79 517	-100,000
						0 ^r
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	0	0	0	0	0	0 ^r

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 13. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Cumul/An
Emissions autorisées	194 790,00	23 100,00	193 600,00	411 490,00
Emissions réalisées=	181 770,50	26 686,55	184 574,90	393 031,95
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	44 277,75
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	162 670,50	10 172,05	175 911,65	348 754,20
Recyclage	507 261,50	373 842,96	371 144,54	1 252 249,00
<i>dont au Siège</i>	191 249,33	117 799,58	117 330,98	426 379,90
<i>dont en provinces (*)</i>	316 012,17	256 043,38	253 813,56	825 869,10

Source : Banque Centrale du Congo.